L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX : rue de Chartres No 73. NOUVELLE-ORLEANS, VENDREDI MATIN, 11 AOUT 1882. 55me Année.

Dufour, Bonnet & Cie., Propriétaires-Editeurs.

Entered at the Post office at New Orleans, La as Second Class Matter.

NOUVELLE-ORLEANS.

VENDREDI. 11 AOUT 1882.

PRIX DE L'ABONNEMENT.

ÉDITION QUOTIDIENNE.

Un an	$12 00
Six mois	6 00
Trois mois	3 00
Un mois	1 00

On s'abonne aussi, à la semaine, avec les porteurs.

ÉDITION DU DIMANCHE.

Un an	$2 00

Renferme deux feuilletons.

ÉDITION HEBDOMADAIRE.

Un an	$3 00
Six mois	1 50
Quatre mois	1 00
Trois mois	75

Renferme deux feuilletons.

VENTES A L'ENCAN.

Par H. Start & Co, dans le re[illegible] d'encan, No 35 rue de Chartres, bottes, souliers et brodequins.

Les planteurs sucriers de la Louisiane et les raffineurs de l'Est.

Deux poids et deux mesures.

Il y a, véritablement, au Congrès, des hommes pour qui il n'existe, aux Etats-Unis, qu'une section, celle du Nord. Le Sud n'est rien à leurs yeux, ou, plutôt, nous nous trompons, il n'existe que trop au gré de leurs désirs. Ils le détestent cordialement et lui ont déclaré une guerre acharnée. Ils ne sont pas bien nombreux, nous le disons à l'honneur du Congrès, mais ils ont une persistance, une opiniâtreté, une habileté perfide, qui en font les plus dangereux des ennemis.

Ils viennent de provoquer, une fois de plus, au Sénat, des scènes désolantes, décourantes pour nous, hommes du Sud, en général, qui avons commis le crime irrémissible d'avoir voulu, d'avoir pu quelquefois même, nous relever de nos infortunes; pour nous, en particulier, Louisianais, qui n'avons guère qu'une production pour nous faire vivre, et à qui ils veulent froidement enlever le pain de la main en opérant sur les sucres étrangers une réduction mortelle à notre unique industrie. Et cela, non pas au profit du consommateur, ce qui serait une sorte d'excuse au peu d'humanité de leur mesure, mais au profit d'une industrie assez florissante dans leur section privilégiée, et qui, à son gré, ne s'enrichit pas assez vite.

De telle sorte que l'on dépouille tout un Etat du Sud pour faire les affaires de quelques gros raffineurs du Nord, et que l'on risque de jeter sur le pavé des centaines de mille travailleurs, blancs et noirs, pour faire gagner quelques sous de plus (chose encore qui n'est pas bien sûre) à une quinzaine ou une vingtaine de mille ouvriers des raffineries de l'Est—ce qui est tout simplement une odieuse injustice.

En vain d'excellents orateurs, au Sénat, de bons et braves patriotes, prennent-ils la défense de la Louisiane et de la culture de la canne, toutes les deux menacées de ruine; en vain, dans un discours qui a dû produire de l'effet au espagnole, puisqu'il nous a écrus, nous, à 1200 milles de distance, notre sénateur, M. Jonas, prouve-t-il, clair comme le jour, avec une parole ardente, avec une logique imptoyable, que la réduction proposée est une flagrante injustice; que ces messieurs ont manifestement deux poids et deux mesures, une façon qui n'appartient qu'à eux de faire la balance des charges publiques; la main légère, extrêmement légère, quand il s'agit de toucher au plateau du Nord, lourde, excessivement lourde, quand c'est sur le plateau du Sud qu'il faut peser.

Rien de cela n'y fait. Ces messieurs se sont mis en tête d'enlever cette réduction sur les sucres étrangers, et ils se cramponnent à leur projet avec cet acharnement tout spécial qui n'appartient qu'aux avocats de mauvaises causes.

Naturellement, comme dans toutes les circonstances de ce genre, c'est M. Morrill, l'éternel, le fatal M. Morrill, que nous voyons monter sur la brèche à l'assaut du Sud, de la Louisiane, en particulier. Toutes les fois qu'il s'est agi d'une mesure fiscale devant enrichir les trois ou quatre Etats de la Nouvelle-Angleterre dans lesquels se concentrent pour lui, semble-t-il, tous les Etats-Unis, et funestes au Sud et à la Louisiane, est-ce que nous n'avons pas toujours et fatalement vu M. Morrill se jeter le premier dans la mêlée? Voilà vingt ans qu'il joue ce triste jeu.

Une fois, deux fois, M. Morrill se lance en avant pour enlever sa réduction de tarif; il est repoussé avec perte; n'importe, il ne se décourage pas; il montera quatre fois, six fois, dix fois à l'assaut, s'il en est besoin. Il est, du reste, appuyé, dans ses attaques, par un solide lieutenant, M. Sherman, un tacticien parlementaire d'assez belle force, qui apporte dans les luttes congressionnelles presqu'autant de ruse et d'adresse que son frère déployait d'habileté, plus rude peut-être, mais plus franche, sur les champs de bataille.

Vrai, entre les deux tactiques, nous n'hésitons pas. Nous préférons cent fois celle du soldat.

Or, voici M. J. Sherman qui fait de la philanthropie, qui s'étonne qu'on ne veuille pas accepter un bill profondément bienfaisant, qui allège la bourse des contribuables de 40 millions.

Il s'est attiré alors une verte réponse de M. Randall: "Eh! n'est écrit de dernier, quand, dans le comité des voies et moyens, nous avons voulu réduire les taxes de 70,000,000 de dollars, qui nous en a empêchés? Vous et votre réunion républicaine." Tout cela est mieux-fondé! et M. Cox, un homme de New-York, pourtant, à qui l'on ne peut reprocher un excès de tendresse pour la Louisiane, M. Cox ne s'est pas gêné pour consolider sur la verte réplique de M. Randall.

Pour notre part, nous trouvons tout naturel que le Nord tienne à un tarif qui l'a enrichi presque subitement, car l'origine de sa prodigieuse fortune actuelle ne remonte pas au-delà de vingt ans. Nous tenons en haute estime le génie industriel de ce peuple qui a su si admirablement profiter des avantages que lui offrait ce tarif, et des capitaux que l'on mettait à sa disposition.

Qui sait? Peut être que nous-mêmes, si nous avions eu les mêmes capitaux sous la main, nous en aussions fait autant que lui.

Car, en dépit des suprêmes dédains de ces messieurs, nous ne sommes ni moins actifs, ni moins habiles que d'autres; et à défaut de la froide patience du Nord, nous avons l'ardeur, l'entrain, le coup de collier des peuples du midi, qualités qui décident bien souvent du succès des entreprises.

Mais, il nous a fallu courber la tête sous le double poids de la défaite et de la misère, et le malheur nous a appris à être modestes.

Que demandons-nous, en effet? un bien petit morceau de ce magnifique et savoureux gâteau du tarif dont le Nord s'engraisse depuis vingt ans; la part du pauvre, les quelques miettes qui tombent de la table du riche, tout juste de quoi ne pas mourir de faim. Et c'est ce peu-là, cette première nécessité de la vie, que nous possédons de par le droit primordial de tout homme à l'existence, de par le droit social au travail, de par l'égalité qui est inscrite en lettres d'or au frontispice de notre pacte fédéral, de par ce tarif même qui est commun à toute section qui peut ou sait en bénéficier, que vous voulez nous ravir! Est-ce que ce tarif, bon pour les populations du Nord, devient mauvais dès qu'il s'applique à celles du Sud?

Il nous faut, dites-vous, protéger les travailleurs. N'en existe-t-il donc qu'au Nord? N'avons-nous pas les nôtres, d'autant plus respectables qu'ils ne s'occupent pas de fabriquer des objets de luxe, qu'ils se bornent à produire les plus indispensables nécessités de la vie, dont se nourrissent et se vêtissent vos ouvriers? Pourquoi donc toutes vos sympathies pour les uns et votre dédaigneux abandon des besoins, des intérêts les plus sacrés des autres?

Vous parlez bien haut de votre protection des travailleurs du Nord. Est-ce que l'argent que votre industrie fait affluer à l'Est va bien réellement grossir leurs poches? Nagent-ils effectivement dans l'abondance? Se montrent-ils très satisfaits de vous, ou, tout au moins, des fabricants dont vous vous êtes constitués les compères?

Hélas! Les grèves qui pullulent de tous côtés, dont vous vous inquiétez vous-mêmes, ne répondent que trop éloquemment à cette question.

Voyez, au contraire, ce qui se passe chez nous. Regardez ces travailleurs de couleur sur le sort desquels vous versez trop souvent des larmes de crocodile; osez, s'il vous plaît, osez comparer leur situation actuelle avec celle qu'ils avaient, il y a vingt ans. Qui, chez nous, a vu améliorer sa position? Est-ce le planteur, le fermier, comme chez vous le fabricant et le spéculateur? Non certes; c'est le travailleur, l'ouvrier de couleur. Le planteur, le fermier a diminué, il s'est rapetissé. Le travailleur, l'ouvrier s'est élevé, il a grandi en importance, en dignité, en fortune.

Nous voudrions voir vos ouvriers prendre avec leurs patrons la liberté d'allures de nos travailleurs de couleur avec nos planteurs sucriers. Citez-nous les fabricants, les manufacturiers du Nord, qui consentent à partager, à la fin de l'année, les bénéfices d'une exploitation avec leurs ouvriers, comme le font nos planteurs avec leurs travailleurs, après leur avoir fait des longues avances.

Et c'est cette situation, que n'espéraient pas ces travailleurs, que vous n'avez vous-mêmes jamais rêvée pour eux, que vous voulez briser, pour satisfaire un intérêt de clocher? Et c'est ainsi que vous soutenez des centaines de mille malheureux dont vous vous érigez les protecteurs!

Voyez à quelle inconséquence presque criminelle vous conduit votre système. Voici des ouvriers de couleur parfaitement libres, parfaitement rétribués, qui savent parfaitement faire usage de leurs droits de travailleurs, et reçoivent de bons salaires. Et voilà que vous allez leur chercher dans l'île de Cuba des concurrents non émancipés, des concurrents esclaves, qui ne reçoivent aucune compensation pour leurs travaux, dont les produits, sur lesquels ne pèse la charge d'aucun salaire, sont nécessairement meilleur marché et vont fatalement inonder les Etats-Unis! C'est à dire que, d'un seul coup, vous trouvez le moyen de ruiner des hommes libres, et de faire la fortune de possesseurs d'esclaves, vous, les abolitionnistes modèles!

M. Jonas terminait son discours au sénat par la citation d'un fait que nous connaissons tous, par le récit de scènes auxquelles beaucoup d'entre nous ont assisté:

En 1879, un grand parleur du Nord, M. Stewart Woodford, venait en Louisiane, faire, au nom du parti républicain, une grande campagne électorale; il allait de ville en ville, de village en village, de meeting en meeting, s'adressant de préférence à la race de couleur; et que lui répétait-il chaque jour: "Si vous votez le "ticket" démocrate, vous serez ruinés, car le parti démocrate est libre échangiste; et si le tarif sur le sucre est aboli, tous les produits de la Havane envahiront les marchés américains. Les plantations sucrières cesseront de travailler. Les sucreries se fermeront.

Voulez-vous la continuation du tarif qui vous protège? Votez le ticket républicain."

Les gens de couleur ont cru M. Woodford, comme ils avaient ajouté foi à d'interminables harangues, à des articles trompeurs; ils ont voté le ticket républicain et le tour a été joué.

Et ce sont ces gens-là que vous tromperiez indignement aujourd'hui, qui vous ruinerez sans pitié ni vergogne!

La nomination de six membres de la Chambre et de trois membres du Sénat complète le comité chargé de s'occuper de la création d'une marine marchande et de l'état des chantiers de construction des différents ports américains.

C'est là une bonne mesure. La marine marchande des Etats-Unis, la première avant la guerre civile, est tombée graduellement à l'état où nous la voyons aujourd'hui; c'est-à-dire que les Etats-Unis, dont les côtes sont les plus étendues, sont obligés de laisser à la marine étrangère le soin des échanges qui s'opèrent avec les puissances maritimes du monde. Cette situation n'est pas seulement pénible pour l'amour-propre national, elle est encore un danger, car les nations ne sont redoutées et respectées qu'à cause des forces qu'elles déploient.

On annonce que le Président a été averti par un des avocats les plus éminents en droit constitutionnel qu'il peut arrêter les allocations pour les ports et rivières. L'opinion de l'avocat s'appuie sur l'opposition que ces allocations ont rencontrée. La seconde raison est que le veto n'a pas été voté par les deux tiers de la Chambre.

Le Président a reçu avis de s'opposer à l'allocation.

Le gouverneur Borlee, de Honduras, colonie anglaise, est parti pour le Nord, après s'être arrêté quelques jours à la Nouvelle-Orléans, qu'il a trouvée fort de son goût. Il la considère, par suite de sa situation géographique, comme l'entrepôt naturel des produits de l'Amérique du centre et du Sud. Il est persuadé qu'elle peut attirer tous les produits de cette partie de l'Amérique en la reliant à elle par de nombreuses lignes de bateaux à vapeur. Le gouverneur va faire une visite en Angleterre; à son retour, il s'occupera de la question des relations à établir entre les Honduras et la Nouvelle-Orléans.

On nous fait espérer que le commerce des grains suivra la ligne du Mississippi et que la Nouvelle-Orléans sera le lieu de départ de ces marchandises que nous demandera l'Europe, dont les millions sont oppprimés. On dit que vingt-cinq steamers sont engagés pour le transport de ces grains dans les différents ports d'Europe. Le grain de la Louisiane, très abondant cette année, fera concurrence, sur les marchés étrangers, au blé de l'Ouest et de la Californie.

Deux cents sacs d'oranges ont été embarqués à New York en destination du Hâvre. C'est la première exportation de ce fruit hors des limites du pays.

M. Edward Pilsbury, ex-maire et l'un des principaux négociants de notre ville, a succombé, hier matin, à une paralysie.

Ses funérailles auront lieu ce matin, à 10 heures. Le convoi partira de sa dernière résidence, au coin des rues Esplanade et Broad.

Il est né à Eastport, Maine. C'est en 1834 qu'il est venu s'établir parmi nous, avec son père, M. Timothy Pilsbury, grand armateur, qui représente le Texas au Congrès et dont la famille exerçait beaucoup d'influence dans la Nouvelle-Angleterre.

M. Pilsbury débuta, dans la carrière commerciale où il devait plus tard obtenir un succès éclatant, dans les bureaux d'un des hommes les plus marquants de l'époque, M. J. W. Zacharie, et ne tarda pas à se faire une belle position dans la maison.

Aussitôt que les hostilités éclatèrent entre le Nord et le Sud, il abandonna les affaires pour aller prendre du service sous les drapeaux de la Confédération. A la fin de la guerre, il reprit le commerce du coton, qui lui donnait de magnifiques revenus au moment où il partit de la Nlle-Orléans pour les champs de bataille.

En 1874, pour son début dans la politique, où il avait toujours refusé de s'engager, il se porta candidat aux fonctions d'administrateur du département des finances, et y fut élu par une majorité bien plus forte que celle de ses collègues.

En 1876, le peuple lui confia la première magistrature de la ville. Il a préconisé, tant qu'il est resté au pouvoir, le système des contrats ou marchés à l'endroit des travaux publics, et le transfert des Water Works à une compagnie. Il pensait qu'on pouvait, qu'on devait amener ici l'eau de la rivière Tangipahoa, qui, croyons-nous, est la même que celle du Bogue Falaya, dont le public saluerait avec enthousiasme l'apparition dans notre métropole, quelle que soit la corporation qui nous la donne.

M. Pilsbury était allié à l'une des familles les plus honorables de la Louisiane et comptait de nombreux amis qui regrettent vivement sa perte.

On a reçu, hier, la nouvelle que le juge William M. Levy, de la Cour Suprême de la Louisiane, est mort à Saratoga.

Il a servi, avec distinction, dans les armées confédérées et représenté au Congrès le district de la Rivière Rouge.

Le commission connue sous le nom de "Mississippi River Commission" se réunit, à St Louis, le 14 du courant, pour commencer les travaux à exécuter le long du fleuve.

Il y aura grande fête champêtre, concert et bal, samedi, 12 du courant, au Barnes' Hotel, Mississippi City. Remerciements au comité—MM. G. Santini, J. D. Mayer et W. H. Fitzpatrick—pour l'invitation.

Nous publierons, dimanche, une lettre de notre correspondant J. R., de Vermillionville.

Le "National Republican", de Washington, dit que des avis reçus de Paris annoncent le prochain mariage de Miss Montgomery, amie de la femme du représentant Randall Gibson, avec un officier français. Il est probable que la cérémonie aura lieu en automne, à l'arrivée de M. Gibson, qui doit partir sous peu pour l'Europe.

Le Foyer Créole (paroisse St. Jacques) du 9 août:

La semaine dernière commençait si bien que beaucoup de riziers s'étaient mis à la besogne, tout remplis d'espérance. Le tonnerre grondait bien de temps à autre, mais on pouvait regarder cela comme un reste de mauvaise humeur: on se déride rarement tout d'un coup. Aussi quelle désillusion quand la pluie a repris comme de plus belle.

Il a fallu, bon gré mal gré, abandonner beaucoup de riz sans avoir pu même le mettre en gerbe; et ceux qui, comme M. Valmon Guidry, ont pu en expédier des centaines de sacs en ville doivent être rares.

On se plaint même des chemins, et à bon droit, car ils sont défoncés au point que les boulangers et les bouchers font la moue.

Seuls les planteurs qui n'ont pas de riz, ont vu tomber la pluie sans trop de peine, car leurs cannes n'en poussent que mieux.

Toutefois les sinistres prédictions du prof. Vennor doivent tempérer un peu leur joie. Pendant qu'il jouit à son aise de l'air frais des bords de l'Atlantique, dans son Etat du Maine, ne s'est-il pas imaginé de nous annoncer des froids rigoureux pour le commencement d'octobre!

—Nous avons reçu un échantillon de la récolte de riz de M. Valmon Guidry. Les personnes auxquelles nous avons eu le plaisir de le montrer, en ont admiré la belle qualité. M. Guidry en a expédié à la Nlle Orléans 1235 sacs, de 162 livres chacun. Les 400 premiers sacs ont été vendus à raison de $6,25.—C'est beau.

—Mercredi matin, un voyageur qui avait passé devant l'habitation Richebend, sans rien remarquer d'extraordinaire, fut tout étonné à son retour de se trouver en face d'un vrai précipice. Le fleuve avait si fortement miné le terrain que, l'humidité aidant, levée et chemin public, tout avait coulé dans le fleuve, sur l'espace de près d'un arpent. L'eau arrive près des cannes et les voyageurs sont obligés de passer par le champ.

—Il sera toujours vrai "qu'on ne peut faire d'omelette sans casser les oeufs"; mais ce dicton populaire ne trouve jamais mieux son application que dans le cas du tracé du chemin de fer de la Vallée. C'est pitié de voir tomber d'aussi magnifiques cannes sous le couteau impitoyable des travailleurs du Railroad.

Un mois plus tard, toutes ces belles tiges auraient fait un plant excellent. Si du moins l'on avait espoir que le chemin fût bientôt livré au public, les habitants trouveraient une compensation dans la facilité que leur offrirait cette voie pour le transport de leurs produits. Mais il est plus que probable que nos sucreries auront cessé de fumer avant le passage du premier train du Mississippi Valley Railroad.

En général, dans le but d'avoir le plus de frêt, les ingénieurs ont cherché à rapprocher la voie, autant que possible, des sucreries. Elle s'éloigne moins du fleuve que celle de la rive droite. Sous ce rapport, notre côte n'est pas favorisée. Le tracé coupe toute la pointe du Collège, et ne sort du bois qu'au fond de la terre de l'Eglise St. Michel. La station qui doit être construite derrière la Maison de Cour, dans le champ de M. Landry, va se trouver ainsi à près d'un mille du fleuve. Beaucoup de voyageurs préféreront prendre les bateaux, plutôt que d'aller s'embourber jusqu'à la lisière du bois.

Le 30 avril 1889 sera le centième anniversaire de l'inauguration du général Washington à New York comme le premier président des Etats-Unis. Naturellement, cette date a une place à part dans l'histoire du pays en général, de cette ville en particulier, et il va sans dire qu'elle sera l'occasion d'une fête nationale de première grandeur.

Le Courrier franco-américain annonce que le gouvernement chinois a formellement protesté contre la récente occupation du Tonkin par les marins français.

L'Italia militare annonce que le ministère de la guerre a l'intention d'envoyer des missions militaires pour assister aux grandes manoeuvres de cette année en France, en Allemagne et en Russie.

La mission qui sera envoyée en France se composerait du major-général Cacciaupi, commandant de la brigade de Come, du colonel Pierantoni, commandant du 4e régiment d'infanterie, et du major Asinari di Bernezzo, du régiment de cavalerie de Foggia.

Le Temps reçoit, de son correspondant particulier, la dépêche suivante:

Tunis, 25 juillet, 3 h. 50, soir.

Les nouvelles arrivées de Tripoli dépeignent l'état du pays comme relativement calme, grâce à l'attitude très énergique de M. Ferand, consul de France à Tripoli. Les indigènes murmurent bien, mais n'osent pas manifester ouvertement leur opinion. L'occupation de l'Egypte les exaspère, mais ils sentent bien qu'ils sont impuissants contre le concert européen. Ils savent également que la formidable escadre française qui est devant Tunis ne manquerait pas, au premier signal, de se transporter à Tripoli.

A la frontière, il se produit toujours quelques frottements entre les maraudeurs et les tribus pacifiques des Gebelias. Ces derniers se défendent comme ils peuvent. En somme, ces petites escarmouches ne tirent pas à conséquence.

Le bruit qui avait couru de prétendus troubles à l'Enfida est faux. Vérification faite, les Arabes s'occupent tranquillement de leurs travaux agricoles. La santé de nos troupes est bonne, sauf quelques cas de fièvre.

Le cardinal Lavigerie, de retour de Rome, où il a reçu le chapeau, est revenu ici, en passant par Malte où il lui a été fait une belle réception. Les honneurs militaires lui ont été rendus ici par la flotte et l'armée de terre. Le bey a envoyé à sa rencontre un canot remorqué par la chaloupe à vapeur de l'amiral.

Le collège fondé à Tunis par M. Lavigerie pourra recevoir ses élèves au mois d'octobre. L'hôpital qu'il va faire construire à côté rendra de grands services à la population européenne.

La République Française, du 28 juillet:

Dans le discours si remarquable qu'il a prononcé au Sénat et qui a produit sur l'opinion une impression profonde,—le langage des journaux de toutes les nuances l'atteste, M. Waddington, après avoir établi que le maintien de notre influence en Egypte était indispensable à la consolidation de notre puissance en Afrique, est arrivé à cette conclusion, que la politique suivie par le prédécesseur de M. de Freycinet était la seule qui fut rationnelle et qui pût sauvegarder les intérêts de la France. Il a affirmé que si M. Gambetta était resté plus longtemps aux affaires, l'entente entre le cabinet anglais et le cabinet français se serait faite inévitablement et que nous aurions ainsi évité les difficultés inextricables au milieu desquelles nous nous débattons actuellement. Il a fait la déclaration suivante:

"Messieurs, je n'hésite pas à le dire,—chacun sait que je n'ai jamais été l'adulateur de M. Gambetta, et, de fait, la dernière fois que je suis monté à cette tribune, c'a été pour combattre une des mesures qui lui étaient les plus chères;—lorsqu'il a eu à traiter la question égyptienne, il a été dans le vrai, il a bien compris les intérêts de la France. Le temps lui a manqué; sa courte existence ministérielle ne lui a pas permis de mener à bonne fin ce qu'il avait entrepris. Mais, quant à moi, je suis convaincu que si son ministère, au lieu de tomber sur une question qu'il aurait mieux fait de ne pas soulever, s'était consolidé, l'entente avec l'Angleterre, jusques et y compris l'action militaire, n'aurait pas tardé à être conclue."

L'Indépendance belge publie la lettre suivante de son correspondant à Beyrouth (Syrie):

Le massacre d'Alexandrie a causé une grande émotion en Syrie; la plus vive inquiétude règne parmi les populations chrétiennes, qui ne peuvent se méprendre aux signes certains d'un surcroît de haine et de fanatisme parmi les populations musulmanes. Il est à redouter que ce tragique incident ne rencontre son écho dans ce pays et que les effroyables boucheries de 1860 ne se renouvellent. Plusieurs symptômes révèlent l'arrivée prochaine de l'orage: des achats d'armes se réalisent sur un grand pied; des discours fanatiques sont prononcés contre les mécréants dans presque toutes les mosquées et dans les réunions particulières; des derviches ou émissaires secrets parcourent le pays, corrompent les cheiks, enflamment le fanatisme du peuple, lui faisant comprendre que les puissances ont l'intention de s'emparer de la Syrie, et l'excitent à l'extermination des chrétiens.

Il paraît que ces prêches commencent à porter leurs effets! Depuis quelque temps les chrétiens de l'intérieur sont sujets aux insultes et aux brigandages. Les musulmans sont devenus d'une insolence extrême, surtout ceux de Damas, connus par leur haine implacable contre les chrétiens et dont la férocité a fait tant de victimes en l'année 1860. On nous raconte un fait arrivé récemment dans cette ville; un chrétien passait dans un quartier musulman; tout à coup il est assailli par une bande de jeunes gens qui lui présentent une croix trempée dans la saleté, le sommant de la porter à ses lèvres s'il ne voulait pas mourir. Sur son refus, le giaour fut criblé de coups de poignard, inutile de dire que l'autorité n'a fait aucune recherche pour découvrir les assassins.

On lit, dans une correspondance de *Pera*, publiée par le *Tageblatt* de Berlin:

"Si l'on ne fait aucun mystère à Yldiz-Kiosk, des sentiments d'aversion provoqués par l'acte brutal de l'Angleterre, on exprime aussi vivement une certaine indignation contre la politique allemande. "Que fait notre puissant ami à Berlin? Pourquoi le chancelier allemand n'a-t-il pas empêché le bombardement d'Alexandrie, au moyen d'une simple note? A quoi nous sert l'alliance avec l'Allemagne?" Voilà autant de raisonnements que se font les Turcs. "L'influence allemande à Constantinople décroît!" Voilà une observation que l'on peut déjà entendre partout, et l'on veut en voir la preuve la plus manifeste dans le rappel de Saïd-Pacha aux affaires, car le ministre n'a jamais passé pour être un ami des Allemands, mais comme un défenseur de l'entente de la Turquie avec l'Angleterre."

—Le prince Victor, fils aîné du prince Napoléon, est de retour à Paris depuis le 24 juillet.

Le prince est, depuis le 26, installé à Saint Gratien, chez sa tante, la princesse Mathilde, où il passera une quinzaine de jours. Dans un mois, le jeune prince doit commencer son volontariat dans un régiment d'artillerie.

—Par décret en date du 24 juillet 1882, M. Ollivier (Achille), ingénieur civil à Paris, a été nommé chevalier de la Légion d'honneur. (Constructeur mécanicien, s'est consacré à l'étude des questions se rattachant à l'industrie des transports; plus de 20 ans de services industriels.)

On écrit, de Berlin, à la *Gazette de Cologne*:

"Si les efforts de la conférence échouaient, la paix européenne ne serait encore nullement compromise; vu que les puissances qui ne croiraient pas devoir participer à une intervention en Egypte, sans le concours ou contre la volonté de la Turquie, pourraient rester spectatrices tranquilles et attendre les mesures que les puissances occidentales croiraient les plus aptes à sauvegarder leurs intérêts particuliers en Egypte."

—Le Bitter Malakoff est un laxatif souverain

—Nous apprenons, dit la *Gazette de France*, la mort de M. Eusèbe Le Fevebvre Deumier, dernier représentant de cette brillante famille Le Febvre-Deumier, dont tous les membres ont, depuis plus d'un siècle, marqué dans l'histoire artistique et littéraire de la France.

Mme Jules Le Febvre-Deumier compta parmi les sculpteurs et les écrivains les plus distingués du dernier règne.

M. Eusèbe Le Febvre-Deumier, leur fils, aussi bien dévoué qu'aucun des siens meurt à la fleur de l'âge, sans laisser d'enfant, et ce nom glorieux et sympathique s'éteint avec lui.

Le prince Frédéric-Charles arrivera à Metz le 25 ou le 26 août, pour procéder à l'inspection de la division de cavalerie du 15e corps, dont les manoeuvres auront lieu, du 28 août au 4 septembre, près de Saint-Avold. Le quartier-général du prince sera à Metz.

D'après les chiffres fournis par le ministère de la guerre à Berlin, il a été incorporé, en 1881-82, dans l'armée allemande 4,888 Alsaciens-Lorrains. 530 Alsaciens-Lorrains sont entrés dans l'armée allemande en qualité d'engagés volontaires.

Nouvelles Télégraphiques.

FRANCE.

Une dépêche de Paris au *Herald* de Boston contient le récit d'entrevues avec MM. Gambetta, Clémenceau et Rochefort.

M. Gambetta a dit que le vote de samedi dernier à la chambre rendait impossible la durée de tout ministère qui n'adoptera pas comme base de son programme l'abstention totale en Egypte et la suppression complète de la politique étrangère dans le monde entier. Mais il n'y a pas un seul homme public de quelque valeur qui ne blâme pas ce vote. Par ce scrutin la chambre s'est tout simplement déclarée incompétente par ignorance.

M. Clémenceau, parlant des embarras diplomatiques actuels, a dit que dans quelques jours la politique de l'Angleterre se trouvera face à face avec de grandes difficultés. Le cabinet anglais est tellement poussé par l'opinion publique presque unanime qu'il lui est impossible d'arriver à une entente amicale avec la Porte, et la crise égyptienne semble devoir bientôt se compliquer d'un conflit entre les deux puissances, conflit d'une terrible gravité et dont il est impossible de prévoir les conséquences ultérieures.

M. Henri Rochefort s'est exprimé ainsi: "Le nouveau ministère, quel qu'il soit, devra former une alliance intime avec la Russie, et, au besoin, laisser celle-ci aller à Constantinople. Il devra aussi se concilier l'Italie en retirant l'armée de Tunis et renonçant à son protectorat sur la Régence, et pareillement se faire une amie de l'Espagne en lui laissant prendre le Maroc."

M. de Freycinet a refusé de faire connaître ses vues sur la question.

Décorations à l'ambassade allemande.

Constantinople, 6 août—M. de Hirschfeld, représentant de l'Allemagne, a reçu la décoration de l'ordre de Medjidié de première classe, et M. Testa, premier interprète de l'ambassade allemande, la décoration de l'ordre d'Osmanié de seconde classe. D'autres décorations ont été décernées à presque tout le personnel de l'ambassade allemande.

Retour des fils du prince de Galles.

Londres, 6 août.—La corvette "Bacchante" est arrivée à Cowes ayant à bord les deux fils du prince de Galles. Les princes se sont rendus, hier soir, auprès de la reine. Ils viennent de faire une longue croisière sur la "Bacchante."

La restauration de Cettewayo?

Londres, 6 août—Dans un mass meeting tenu à Durban, une résolution protestant contre la restauration de Cettewayo a été adoptée à l'unanimité.

A la séance d'hier de la conférence, les délégués ottomans ont promis de communiquer à la prochaine réunion la décision de la Porte touchant la gendarmerie nationale pour le canal et la durée du séjour des troupes ottomanes en Egypte.

La cavalerie circassienne de l'école militaire égyptienne, qu'Arabi Pacha a licenciée, est retournée en Egypte pour servir de garde au khédive.

Deux avares d'une petite ville de Normandie faisaient, tous les soirs, leur partie de dominos depuis trente ans.

Cette partie a eu lieu, avant-hier, pour la dernière fois, à la suite d'une *culotte* éprouvée par l'un des adversaires, qui avait perdu onze parties de suite.

Du reste, les gaillards ne jouaient pas des haricots; ah! mais non! ils jouaient une prise de tabac..... en cent cinquante, sec!....

—M. P. Werlein, marchand de pianos bien connu de cette ville, 135 rue du Canal, offre en vente un assortiment de superbes pianos des fabriques Chickering, Mathushek, Hardman, et autres, à des conditions faciles. La supériorité des pianos Chickering et Mathushek est incontestée et leur vogue s'accroît jour par jour. A une solidité de construction, ils joignent une élasticité de touche et une très grande pureté de son. Le public est invité à aller examiner ce vaste assortiment d'instruments où à se procurer un catalogue illustré renfermant la liste des prix. Instruments en location ou en vente pour des paiements comptants ou mensuels. Pianos et orgues accordés et réparés. On trouvera au magasin de M. Werlein des instruments de musique américains et étrangers de tous genres ainsi que toutes les nouveautés musicales, aux prix les plus réduits de la ville, en gros et au détail. M. et Mme Elie, depuis longtemps attachés à ce genre d'affaires, sont attachés à la maison Werlein.

Décédée, hier à 6 heures du soir, dame veuve PHILIPPE LANAUX née Clara Large. Les amis et connaissances des familles Lange et Lanaux sont invités à assister à ses funérailles qui auront lieu, cette après midi, à 5 heures précises. Le convoi partira de sa dernière résidence, rue des Remparts No 265, entre Bayou et Ursulines.

Décédé, hier le 10 août à 5 1/2 heures, à l'âge de 38 ans, EDWARD PILSBURY. Ses amis et connaissances ainsi que ceux de la famille sont respectueusement invités à assister à ses funérailles qui auront lieu aujourd'hui, le 11 août 1882 à 10 heures du matin, de sa dernière résidence coin des rues Esplanade et Broad.

Décédée hier, à 3 heures de l'après midi, à l'âge de 59 ans, Dame ISNARDON, épouse de feu J. B. ISNARDON, native de la Pointe-à-Pitre Guadeloupe. Ses amis et connaissances sont priés d'assister à l'enterrement qui aura lieu AUJOURD'HUI, à 5 heures de l'après-midi. Le corps est exposé au No 64 rue Toulouse, coin Royale.

L'UNION FRANÇAISE.

Le comité de secours de l'Union Française n'autorise personne à solliciter des secours à domicile.

Pour le Comité de Secours,
H. BILLARD, Secrétaire,

11août—3f

Avis.

Un ancien officier de l'armée française, bachelier ès-sciences, désirerait donner des leçons de mathématiques, de français, de comptabilité et de tenue de livres.

S'adresser, par lettre, à Z, bureaux de l'Abeille.

11 août—6f

Demande.

On demande, à la Baie St. Louis, une jeune fille comme gardeuse pour deux petites enfants. S'adresser au No 238 rue Bourgogne, entre Ursulines et Hôpital.

11 août—1f

Dissolution de Société.

La société existant jusqu'ici entre MARGARET HAUGHERY & CO. et BERNARD KLOTZ, ce se ce jour par l'initiation.

MARGARET HAUGHERY & CO.
Nouvelle-Orléans, 9 août 1882.

Formation de Société.

MARGARET HAUGHERY & CO., ont ce jour formé une société sous le nom de BERNARD KLOTZ & CO., pour continuer les affaires de la manufacture de pain et biscuits à l'ancienne maison, Nos 70, 72, 74, 76 et 78 rue Saint Peters.

BERNARD KLOTZ,
P. A. JOYCE.
Nouvelle-Orléans, 9 août 1882.

Se référant à l'avis ci-dessus, nous sollicitons respectueusement la continuation du patronage libéral accordé à l'ancienne maison.

BERNARD KLOTZ & CO.

10 août—

On demande

Une jeune femme française pour faire la ménage et s'occuper d'enfants.

S'adresser au No 122 rue Esplanade.

10 août—3f

Sociedad Union Espanola de Beneficencia Mutua.

Los suscriptores-sucesores de